

POPULATIONS DÉPORTÉES DANS LES CAMPS
DE REGROUPEMENT DURANT LA GUERRE

Le RCD interpelle Saïd Abadou
et Noureddine Moussa

Après une interpellation sur la séquestration des dépouilles des colonels de l'ALN, Amirouche et Si El Haoues, restée lettre morte jusque-là, le RCD soumet de nouveau à la question le ministre des Moudjahidine. Cette fois-ci, la question orale, posée par le député Ali Brahimi, a trait au sort et aux torts causés aux populations déportées et placées par l'armée coloniale dans les sinistres camps de regroupement.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - C'est bien à une question cruciale et d'importance certaine que devra répondre le ministre des Moudjahidine, M. Saïd Abadou.

Le député du RCD l'interroge, en effet, sur ce que le gouvernement et l'Etat algériens ont fait auprès de l'ancienne puissance coloniale pour faire reconnaître et indemniser le double crime de déportation et d'incarcération concentrationnaire.

M. Ali Brahimi a pris le soin d'adjoindre à son interpellation un descriptif documenté de la situation de ces populations déportées pendant l'incarcération et après l'indépendance.

Le député rappelle que c'est en 1955, dans les Aurès, dans un premier temps, qu'ont été créés les premiers centres de regroupement, avant qu'ils ne se

généralisent et s'étendent à tout le pays en 1957. «Le commissariat aux actions d'urgence de la puissance occupante avançait, au 1^{er} avril 1961, le chiffre, discutable, de 2 392 centres de regroupement.

Benyoucef Benkhedda, président du GPRA, évaluait le nombre des Algériens regroupés à 2 500 000 personnes, tandis que des recherches ultérieures en dénombrent plus de trois millions (Michel Cornaton parle de 3,5 millions», note M. Ali Brahimi qui ajoute qu'après l'indépendance, certains de ces sites sont devenus des villages ou même des bourgs viables tandis que d'autres sont demeurés tels quels.

Le député demande au ministre des Moudjahidine d'informer si, à défaut d'avoir saisi la France pour reconnaissance et indemni-

sation des victimes, en conformité avec le principe juridique de la succession d'Etat, les autorités algériennes ont indemnisé les anciens déportés et si cette indemnisation a concerné, outre les personnes abattues ou disparues, les maisons détruites ou les déportés morts de faim ou de maladies inhérentes à cet univers concentrationnaire.

Citant le rapport Michel Rocard établi après une enquête de terrain de trois mois, en 1958, M. Ali Brahimi souligne que 500 enfants mouraient par jour de malnutrition et de manque de soins. Le député a invité également le ministre à s'expliquer sur le silence qui a entouré cette page de l'histoire de la guerre de Libération nationale.

«Pourquoi, paradoxalement, l'historiographie de l'Algérie indépendante fait peu de cas de ces camps de regroupement, rejoignant presque ainsi le mutisme si "justifié" imposé durant la guerre et l'après-guerre par les autorités françaises ?» Le ministre des Moudjahidine est enfin interrogé sur ce que son département compte faire pour remédier au peu de cas fait de cet épisode de

l'histoire du peuple algérien.

Le ministre des Moudjahidine ne sera cependant pas seul à descendre au Parlement pour y répondre. Le ministre de l'Habitat est également convié à apporter un éclairage sur des aspects du même problème relevant de la compétence de son département.

M. Noureddine Moussa, objet donc d'une question orale, est interrogé sur la situation au jour d'aujourd'hui des camps de regroupement.

«Sont-ils recensés ? Combien y en a-t-il ? Dans quelles wilayas ? Sont-ils encore habités ?» sont, entre autres, les questions auxquelles le ministre devra répondre.

Le député pose aussi la question de savoir si, à l'indépendance, il y avait un plan de relogement de ces populations regroupées et si, par ailleurs, l'Etat algérien est prêt à indemniser les propriétaires des assiettes foncières sur lesquelles ont été érigés les camps de regroupement et si le ministère de l'Habitat envisage de régulariser les constructions par un acte de cession de l'assiette foncière.

S. A. I.

SID-AHMED GHOZALI À PROPOS
DE LA PRÉSIDENTIELLE DE 2009 :

«Une pièce de théâtre
dont je ne voudrais
pas être le figurant»

Invité lundi du quotidien arabophone *El Khabar*, Sid-Ahmed Ghozali a annoncé qu'il ne présenterait pas sa candidature à l'élection présidentielle de 2009. L'ancien chef du gouvernement s'est montré particulièrement critique envers le «système» politique algérien.

Contrairement à 1999 et 2004, Sid-Ahmed Ghozali ne participera pas à la prochaine élection présidentielle. Invité du forum Foutour Essabah du quotidien *El Khabar*, l'ancien chef du gouvernement estime, d'ores et déjà, que ces échéances seront «une pièce de théâtre».

«Ce sera tout simplement une pièce de théâtre dont je ne voudrais pas être le figurant car, dans ce cas-là, je mentirais à moi-même», a-t-il déclaré. M. Ghozali, qui affirme «n'attendre aucun poste de responsabilité», a décidé de ne plus vouloir s'engager dans des initiatives qui «crédibiliseront le système».

«Je refuse depuis 2004 de prendre part à une pièce de théâtre qui crédibiliserait le système. Je ne veux pas monter dans un train alors que je sais pertinemment qu'il se dirige vers un précipice.»

Il a, par ailleurs, qualifié de «non-événement» la révision constitutionnelle effectuée sur décision de Abdelaziz Bouteflika. Partisan d'une «révolution pacifique», Sid-Ahmed Ghozali juge que «le système» n'est pas bâti sur le principe de la confiance. «Le défaut de ce système, c'est qu'il n'est pas bâti sur le principe de la responsabilité.

Voilà pourquoi nous avons besoin d'une révolution pacifique qui confortera le lien entre le pouvoir et la responsabilité (...) Au sein du pouvoir, la culture de la confiance en l'autre est totalement absente. Ils (les tenants du pouvoir) s'imposent au nom de la légitimité révolutionnaire, qui s'est transformée depuis en légitimité historique et en légitimité militaire», souligne M. Ghozali.

Sur le plan économique, l'ancien chef du gouvernement s'est dit outré par les déclarations de hauts responsables selon lesquels la crise financière internationale n'aura aucun effet sur l'Algérie. «Comment peuvent-ils dire que la crise ne nous touchera pas alors qu'elle a déstabilisé la première puissance mondiale, les Etats-Unis d'Amérique ? Ils se mentent à eux-mêmes avant de mentir au peuple.»

T. H.

LE PREMIER DE LA «NOUVELLE ÈRE»

Conseil des ministres
mercredi prochain

Abdelaziz Bouteflika convoque le gouvernement à la réunion du Conseil des ministres, le tout premier de la «nouvelle ère» de l'après-révision de la Constitution, pour mercredi prochain.

C'est ce que nous avons appris de bonne source.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A l'ordre du jour, il sera question notamment de l'examen et de l'adoption du «plan d'action» du gouvernement Ouyahia, cette feuille de route que le Premier ministre présentera

à l'Assemblée populaire nationale. Un «plan d'action» quasiment finalisé, nous confie encore notre source.

Car, s'agissant des plans sectoriels, les différents ministères ont déjà

déposé les leurs pour certains ou s'approprient à le faire pour d'autres au niveau du Premier ministre où une équipe mise sur pied par Ouyahia est chargée de faire la synthèse.

Un «plan d'action» par ailleurs établi pour une période de cinq mois, soit jusqu'à la présidentielle d'avril 2009.

Les grandes lignes ayant été tracées fin juin dernier déjà, avec l'accès-

sion de Ouyahia à la tête de l'exécutif, l'opération n'aura pas exigé, en effet, beaucoup de temps.

Et pour le gouvernement, il ne s'agit plus que de satisfaire à une obligation constitutionnelle de pure forme. Ouyahia présentera ainsi son plan d'action à l'APN début décembre prochain, nous confie encore notre source.

K. A.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Ouverture, samedi, d'une session
disciplinaire

Le Conseil supérieur de la magistrature se réunira, samedi prochain, en session disciplinaire. Le CSM aura à examiner et à statuer sur les dossiers de 12 magistrats accusés de diverses fautes professionnelles telles que le manquement à l'obligation de réserve, le trafic d'influence, la corruption, l'abus d'autorité et le manque-

ment au devoir professionnel. Notons qu'un des dossiers concerne un président de chambre du Conseil d'Etat impliqué dans une affaire d'abus d'autorité et de trafic d'influence. Ce magistrat est sous le coup d'une suspension ordonnée par le ministre de la Justice au mois de septembre dernier.

Il y a lieu de relever que la session

disciplinaire qui doit s'ouvrir samedi est la quatrième de l'année 2008. Le caractère disciplinaire semble avoir pris largement le dessus sur la garantie de l'indépendance de la justice et la gestion des carrières des magistrats, principales missions du Conseil supérieur de la magistrature.

T. H.

ABDELAZIZ

BELKHADEM :

«Maintenant, cap sur
la présidentielle»

Le FLN est un parti comblé. Depuis la révision de la Constitution, M. Belkhadem ne rate aucune occasion pour rappeler que «l'initiative était celle du FLN au moment où certains acteurs politiques tenaient à semer le doute sur la question».

C'est ainsi que le secrétaire général du parti s'exprimait encore hier à l'hôtel Riadh de Sid-Fredj où il a présidé la réunion de «l'instance de coordination et de suivi».

Cette structure, créée par M. Ali Benflis, est composée, outre des membres du bureau national, de l'ensemble des cadres que compte le parti dans les institutions.

«A partir d'aujourd'hui, lancera M. Belkhadem euphorique, nous allons mettre le cap sur la prochaine présidentielle en présentant notamment notre candidat, à savoir le président du parti, M. Abdelaziz Bouteflika.»

La situation n'étant plus la même qu'en 2003, le FLN fera l'annonce via son conseil national et non plus par le congrès extraordinaire comme cela avait été prévu initialement.

Un conseil national prévu pour courant décembre et qui sera précédé par une réunion de l'instance exécutive du FLN qui prendra, le 30 novembre prochain, la présidence de l'Alliance présidentielle.

K. A.